

Déclaration liminaire -CHSCT D du 2avril 2021
Intervention de Karen Ansberque pour l'UNSA Éducation



Madame l'IA-Dasen, présidente du CHSCT
Mesdames et Messieurs les membres du CHSCT de l'Ain,

L'Unsa Education ne peut aborder ce CHSCT départemental sans revenir sur les dernières mesures sanitaires du gouvernement, notamment celles qui impactent lourdement le fonctionnement de l'école, tout comme il paraît difficile de n'avoir d'expression sur d'autres mesures qui se font, elles, attendre.

Concernant les mesures annoncées, l'Unsa Education redit ici sa forte amertume suite aux propos évoquant la poursuite d'un fonctionnement « normal » pour l'École. Non, l'École ne fonctionne pas comme à son habitude, non elle ne dispose pas plus des moyens suffisants pour permettre l'enseignements et apprentissages sereins. Mais oui l'école fonctionne comme elle peut et de son mieux grâce aux professionnels qui y engagent au quotidien leur énergie et leur conviction. Si l'objectif de la communication gouvernementale, nous l'avons bien compris, était de rassurer l'opinion publique sur une Ecole qui « tourne » malgré la crise sanitaire et peut ainsi rester ouverte, le message envoyé à la profession par son propre employeur est à nouveau source de légitimes tensions.

L'évolution permanente du cadre sanitaire engendre nombre de questions que seul l'espace du CHSCT permet de poser correctement et où l'on doit pouvoir trouver des réponses. La profession le nécessite !

L'UNSA Éducation s'appliquera à questionner sur l'évolution des consignes pour en obtenir une meilleure lecture et donc une meilleure appropriation, à mettre en exergue les points de tension à ne plus négliger et enfin à interroger sur les nécessaires perspectives à partager pour une anticipation la plus collective et la plus optimale possible de la période à venir.

Nous tenons donc à vous alerter sur le profond décalage qui s'est installé depuis des mois, et se creuse d'autant plus ces dernières semaines, entre une chaîne de décisions et une profession sous tension.

Ces profonds décalages, je vais les illustrer en 4 points :

- Entre les intentions de mettre en place le protocole le plus sécurisant possible et la réalité des moyens pour y parvenir, voire la réalité des consignes en territoires : ici le protocole sera allégé sous prétexte de campagne de tests massifs, là on tardera à fermer le plus possible écoles ou établissements à fort taux de cas confirmés faisant fi du cadre posé par les autorités sanitaires, ici encore, on limitera le télétravail là où il peut et doit être généralisé.
- Entre la multiplicité des contraintes à respecter et la capacité à faire vivre l'École dans ces contraintes.
- Entre des questions auxquelles répond l'employeur à travers la FAQ et les questions réelles qui se posent quotidiennement aux personnels et aux familles.
- Entre le rythme incessant des évolutions du cadre sanitaire et la capacité des personnels à tenir ce rythme.

Pour l'UNSA Éducation, ces décalages sont dus à une absence de traduction viable entre une volonté légitime de répondre aux exigences des autorités de santé d'une part et l'inadaptation de notre système éducatif à pouvoir répondre à ces exigences d'autre part.

L'UNSA Éducation salue la volonté du ministère de tout mettre en œuvre pour garder notre École ouverte à tous, l'UNSA Éducation continue et continuera toujours de prendre sa part de responsabilité dans cette ambition.

A ce titre, elle demande :

- des consignes claires, adaptées au métier et non successives qui ne se limitent donc pas à une mise à jour perpétuelle d'une FAQ mais qui s'adressent directement aux personnels
- une réflexion sur des marges possibles dans la diminution des jauges d'élèves présents, avec de l'hybridation en collège par exemple, pour pouvoir respecter le protocole et la distanciation, en particulier à la cantine
- plus de moyens en matière de recrutements pour soutenir les dispositifs de remplacement plus que mis à mal, mais aussi pour soulager certains personnels, comme les directeurs d'école, dont de nouvelles tâches naissent chaque jour de l'évolution du protocole
- des consignes visant une meilleure gestion du remplacement dont les dysfonctionnements sont sources de propagation du virus alors même qu'elle devrait en rechercher la limitation
- une meilleure gestion des fermetures de classes, d'écoles et d'établissements: il faut que les mécanismes de fermeture soient appliqués et clarifiés
- une meilleure priorisation des sites de tests : les tests sur les clusters fonctionnent à peu près mais les tests aléatoires ne recueillent qu'un très faible assentiment, voire ne sont pas communiqués dans les temps aux personnels concernés alors qu'ils mobilisent parfois inutilement des moyens humains qui pourraient accompagner les élèves en difficulté ou contribuer au « contact tracing »
- des chiffres et des études plus précises

Enfin, l'UNSA Éducation souhaite que soit échangées lors de cette instance les perspectives envisagées par l'employeur pour les semaines voire les mois à venir. Si l'évolution amène à des décisions plus radicales et qu'un scénario de suspension de l'accueil en présentiel devient inévitable avec le développement des variants alors il faudra qu'il ait été anticipé et que soient dès maintenant envisagés tous les aspects et les conséquences sur la continuité pédagogique, les examens, l'accueil des personnels prioritaires, et cela avec des consignes claires.

Je vous remercie de votre attention.